

Mémoire prébudgétaire
Consultations prébudgétaires en vue du budget 2026-2027

Soumission du
Chantier pour un programme d'alimentation scolaire
universel au Québec¹



Un projet coordonné par le Collectif québécois de la Coalition
pour une saine alimentation scolaire



¹ Mémoire déposé par le comité de pilotage du Chantier PASUQ: L'Association québécoise de la garde scolaire, les Ateliers cinq épices, La Cantine pour tous, le Club des petits déjeuners, le Collectif québécois de la Coalition pour une saine alimentation scolaire, le Conseil du système alimentaire montréalais, le Dépôt centre communautaire d'alimentation, Équiterre et la Tablee des chefs.

Table des matières

• Nos recommandations en bref	2
• À propos projet Chantier PASUQ	3
• Mise en contexte	5
• Recommandations détaillées	7

Sommaire

Dans le cadre du budget 2026, le projet Chantier PASUQ présente des demandes cruciales visant à sécuriser et à accroître les avancées récentes en alimentation scolaire au Québec. Ces demandes reflètent la vision des membres pour une collaboration étroite entre les parties prenantes et le gouvernement, afin de garantir un avenir où tous les élèves bénéficient d'une alimentation scolaire saine et durable et d'une éducation alimentaire de qualité, indépendamment de leur situation socioéconomique.

Mémoire prébudgétaire rédigé par Sébastien Desaulniers, coordonnateur du Collectif québécois de la Coalition pour une saine alimentation scolaire avec le précieux soutien des membres du comité de pilotage du Chantier PASUQ.

Nos recommandations en bref

1. **Compléter le financement d'une première phase du volet *Nourrir* du PASUQ : pour des programmes de petits déjeuners, dîners et collations dans la totalité des écoles les plus défavorisées d'ici 2030**, incluant la bonification minimale de 16,2 M\$ annuellement des investissements en alimentation scolaire à partir de 2027 pour atteindre les 96,6 M\$/année nécessaires en 2030 pour rejoindre toutes les écoles d'indice IMSE 7 à 10 après avoir adressé une demande d'augmentation des sommes au gouvernement fédéral dans le cadre de la reconduite des ententes bilatérales du programme fédéral d'alimentation scolaire;
2. **Mettre en place un plan d'action interministériel en vue d'assurer la cohérence, la pérennité et le développement de l'éducation alimentaire dans les écoles du Québec (volet *Éduquer*)**; incluant les jalons du déploiement pour rejoindre un minimum de 70% des écoles publiques du Québec à travers des organismes nationaux reconnus comme les **Ateliers 5 Épices, la Tablee des Chefs et Croquarium** et assurer le soutien et le déploiement de la plateforme [La marmite éducative](#);
3. **Favoriser la création d'environnements de repas positifs et agréables, propice aux apprentissages, pour tous les enfants inscrits au service de garde ainsi qu'à la surveillance du midi dans les écoles publiques**, incluant l'accroissement de la flexibilité de la mesure 15012 en aide alimentaire pour le soutien et la formation de la main-d'œuvre locale et l'adoption de [l'outil](#) développé conjointement par le Collectif Vital et l'Association québécoise de la garde scolaire;
4. **Mettre en place une structure de rencontres trimestrielles entre les ministères impliqués en alimentation scolaire et le comité (PASUQ) afin de soutenir le développement d'une vision gouvernementale à long-terme et une reddition de compte intégrée en alimentation scolaire au Québec**;
5. **Inscrire l'alimentation saine et durable ainsi que l'éducation alimentaire dans le prochain plan stratégique du MEQ de 2027-2031 en incluant des mesures de performance en saine alimentation et en approvisionnement durable et régional.**

À propos du projet Chantier PASUQ

Le [Chantier pour un programme d'alimentation scolaire universel au Québec](#) (PASUQ) est un projet coordonné par le [Collectif québécois](#) de la Coalition pour une saine alimentation scolaire. Le Collectif québécois représente plus de 125 membres à travers la province, il est le plus grand réseau en alimentation scolaire au Québec. Ces membres organisationnels à but non lucratif rassemblent leur voix pour demander collectivement plus d'investissements vers un programme d'alimentation scolaire universel à frais partagés qui permettra d'offrir à tous les enfants des repas sains et durables, à prix abordable, et une éducation alimentaire de qualité, tout au long de leur parcours scolaire, du préscolaire au secondaire dans les écoles publiques du Québec.

En 2020, le comité de pilotage Chantier PASUQ a été formé d'une collaboration de huit organisations (L'Association québécoise de la garde scolaire, les Ateliers cinq épices, La Cantine pour tous, le Club des petits déjeuners, le Collectif québécois de la Coalition pour une saine alimentation scolaire, le Conseil du système alimentaire montréalais, le Dépôt CCA, Équiterre et la Tablee des chefs) pour lancer le projet avec comme objectif de documenter et d'évaluer les meilleures pratiques en matière d'alimentation scolaire, et formuler des recommandations concertées pour l'opérationnalisation d'un programme universel d'alimentation scolaire au Québec. En novembre 2023, le rapport [L'alimentation scolaire au Québec: état des lieux, perspectives et pistes d'action](#) a été publié et a été présenté lors du forum Bien manger à l'école.

Le projet du Chantier PASUQ continue d'avancer ses travaux. Le [projet pilote Modèles opérationnels intégrés vers une approche de coopération et de mutualisation](#), est réalisé en collaboration avec les organisations offrant des programmes d'alimentation scolaire, les milieux scolaires, ainsi que des chercheurs. Il a comme objectif d'analyser et de documenter les pratiques existantes, d'expérimenter des pratiques d'optimisation en intégrant et en mutualisant les opérations des principaux acteurs puis de transférer les apprentissages réalisés dans les écoles pilotes à plus grande échelle. Après avoir complété sa phase 1 en 2025, qui avait comme objectif la cartographie et la documentation des processus des organismes en alimentation scolaire, le projet pilote amorcera ce printemps sa phase d'expérimentation en intégration et en mutualisation des pratiques des différents acteurs sur le terrain.

Notre vision: qu'est-ce qu'un programme d'alimentation scolaire universel pour le Québec?

- **Accès universel dans l'école:** non stigmatisant et offert à tous les élèves de l'école
 - Les parents contribuent en fonction de leur situation socioéconomique
 - Inscription automatique, incluant le choix de se désinscrire (non obligatoire)
- 2 volets
 - **Nourrir:** petits déjeuner, dîner et collation
 - **Éduquer:** offrir une éducation alimentaire de qualité
- Du **préscolaire au secondaire**, dans le réseau public
 - Suivant des phases de développement et de priorisation
- Mis en oeuvre par les **obnl incluant des entreprises d'économie sociale**
- Bâtit sur la complémentarité et l'arrimage **des initiatives existantes**
 - Combinaison des solutions existantes = diminution des coûts
- S'appuie sur les **infrastructures déjà présentes** dans les communautés
- **Cadre d'évaluation** intégré et cohérent à l'échelle de la province
 - Collecte de données pour démontrer l'impact

À l'automne 2023, le Chantier PASUQ a publié un rapport faisant un état des lieux et démontrant les perspectives et les pistes d'actions nécessaires à la création d'un programme d'alimentation scolaire universel au Québec. Nous vous invitons à consulter les détails de notre vision aux [pages 60 à 66 du rapport](#).

Mise en contexte

Dans les dernières années, l'alimentation scolaire est devenue un sujet central récurrent dans les médias, dans l'espace public et dans la sphère politique. Tous s'entendent pour souligner l'importance de donner la base à nos enfants pour qu'ils puissent grandir et apprendre à leur plein potentiel sans être freinés par la situation socio-économique de leur famille ni par les contraintes du rythme de vie effréné qui affecte les habitudes alimentaires de nos enfants. Les familles sont de plus en plus préoccupées par le coût de la vie qui augmente² et précisément par l'abordabilité du panier d'épicerie³.

Des acteurs et actrices de la société civile, les centres de services scolaires, le personnel des écoles, les concertations régionales en saines habitudes de vie et les directions de santé publique à travers le Québec ont développé des solutions innovantes pour répondre aux besoins des populations ([Brouillette et coll, 2023](#)). Des organismes travaillent depuis longtemps au Québec pour offrir aux enfants une meilleure littératie alimentaire et un accès à des déjeuners, dîners ou collations saines, locales et durables. À cela s'ajoutent les interventions visant à favoriser l'approvisionnement en aliments québécois dans les écoles et l'implantation de pratiques d'approvisionnement ou de production écoresponsables. Cela étant dit, l'écosystème des organisations œuvrant en alimentation scolaire a encore beaucoup plus à offrir au réseau scolaire et à la société tout entière pour répondre efficacement, sainement, à faible coût et de manière durable aux besoins des élèves. Pour ce faire, la reconnaissance par le gouvernement des instances de concertation de l'écosystème s'avère crucial pour assurer sa cohérence, sa coordination et la mutualisation de ses actions. C'est précisément ce à quoi le Chantier PASUQ (décrit plus haut) tente de répondre.

L'alimentation scolaire a fait ses preuves et les recherches⁴ à travers le monde continuent de mettre en lumière les nombreux bienfaits et avantages des programmes d'alimentation scolaire pour les enfants d'abord, mais aussi en termes de retombées économiques, sociales et environnementales. À ce jour, le Québec a fait des progrès en matière d'alimentation scolaire, et les investissements du gouvernement, augmentant chaque année depuis la venue de la mesure 15012, et encore plus récemment avec le programme fédéral d'alimentation scolaire, démontrent son intérêt à soutenir le développement de nos enfants. La population a aussi répondu présent et la majorité des Québécois (86%) seraient favorables à une hausse du financement du Québec visant à étendre le champ d'action des organismes qui œuvrent en alimentation scolaire à

²Les préoccupations financières mettent un frein aux aspirations parentales, Les affaires, [19 septembre 2025](#).

³Hausse du panier d'épicerie : 1000 \$ de plus par famille en 2026, [Radio-Canada, 4 décembre 2025](#).

⁴[Coalition pour une saine alimentation scolaire, la recherche](#)

l'ensemble des écoles en milieu défavorisé⁵.

Alors que 27,5% de nos enfants sont touchés par l'insécurité alimentaire⁶, cette problématique se répercute à l'école sous la forme d'impacts négatifs sur le comportement en classe, la concentration, les résultats scolaires et la santé des élèves. Malgré le travail acharné des nombreux acteurs de l'écosystème au Québec, nous ne répondons pas encore aux besoins de tous les élèves les plus défavorisés.

Nous saluons les sommes octroyées dans le dernier budget du Québec et leur bonification à la fin de l'année 2025 par les sommes de l'entente asymétrique Québec-Ottawa dans le cadre du programme fédéral d'alimentation scolaire. Cependant, ces sommes ne seront pas suffisantes pour atteindre tous les enfants qui en ont besoin et réduire les inégalités de santé. En effet, les organisations à but non lucratif qui travaillent d'arrache-pied à mettre en place et maintenir des programmes dans les écoles continuent de voir leur liste d'attente et le nombre d'enfants inscrits par école augmenter.

Les organisations sur le terrain continuent de sonner l'alarme sur les besoins en alimentation scolaire non comblés.

De plus, il y a un grand manque à gagner pour élever le niveau de littératie alimentaire des enfants et des jeunes de tous les milieux, ce qui aggrave la crise en se répercutant sur leurs habitudes alimentaires tout au long de leur vie et en pouvant entraîner le développement de maladies chroniques liées à la mauvaise alimentation⁷.

⁵ Tiré d'un sondage Léger mené du 2 au 8 octobre auprès de 1047 adultes québécois pour le Club des petits déjeuners

⁶ **Observatoire québécois des inégalités. (2025, 15 avril).** *L'insécurité alimentaire grave en forte hausse au Québec.* <https://observatoiredesinegalites.com/insecurite-alimentaire-grave-en-forte-hausse/>

⁷ [The economic burden of not meeting food recommendations in Canada: The cost of doing nothing](#), 2018
Lieffers et al.

Recommandations détaillées

1. Compléter le financement d'une première phase du volet *Nourrir* du PASUQ : pour des programmes de petits déjeuners, dîners et collations dans la totalité des écoles les plus défavorisées d'ici 2030.

Comme tout grand projet de société, un programme d'alimentation scolaire québécois doit aussi se déployer par étapes. De grandes avancées ayant été faites récemment grâce aux investissements fédéraux du programme d'alimentation scolaire, l'objectif d'assurer l'accès de tous les élèves fréquentant les écoles les plus défavorisées (IMSE élevé: 7-8-9-10) à des programmes alimentaires scolaires de qualité, comme première phase de déploiement d'un programme universel, est plus que jamais à portée de main. Pour ce faire, nous recommandons au gouvernement d'accompagner cette hausse d'investissement fédéraux par une nouvelle phase d'investissements provinciaux s'échelonnant sur trois ans, de 2027 à 2030.

Comment cette première phase serait-elle possible?

Au Québec, des organisations travaillent depuis de nombreuses années pour offrir des programmes d'alimentation scolaire à de plus en plus d'élèves.

Dans plus de 630 écoles primaires et secondaires, les élèves ont accès à des déjeuners quotidiennement, et dans 150 écoles primaires, ils ont accès à des dîners à tarification flexible quotidiennement (données internes 2024-2025). Les programmes de collations ne sont pas complètement répertoriés puisqu'ils sont souvent gérés et mis en place par l'école-même.

Grâce à leur travail pour l'optimisation des fonds et avec une obtention d'un plus grand soutien financier des différents paliers de gouvernements, ces programmes pourront continuer de se déployer dans un nombre croissant d'écoles. Afin de soutenir cet effort financier supplémentaire mais tout à fait à portée du gouvernement, nous recommandons d'abord **d'adresser une demande d'augmentation des sommes au gouvernement fédéral dans le cadre de la reconduite des ententes bilatérales du programme fédéral d'alimentation scolaire.**

Qu'est-ce qui serait offert à ces élèves?

L'accès sans barrière économique à des petits déjeuners, dîners et collations nutritifs, sains et durables à l'école.

- Pour les écoles primaires: l'accès quotidien à un petit déjeuner, un dîner et une collation.
- Pour les écoles secondaires: l'accès quotidien à un petit déjeuner et une collation. L'aide alimentaire du MEQ transféré aux écoles via la mesure 15012 permet le soutien financier pour les élèves dans le besoin, par exemple en leur subventionnant des cartes repas à la cafétéria de l'école (non incluse dans nos calculs ci-dessous).

Quelles écoles seraient incluses dans cette phase?

- Les écoles primaires défavorisées (rangs déciles 7, 8, 9 ou 10 d'après l'indice IMSE ou SFR);
- Les écoles secondaires défavorisées (rangs déciles 7, 8, 9 ou 10 d'après l'indice IMSE ou SFR) pour le petit déjeuner et les collations;
- Les écoles des communautés des Premières Nations et des villages nordiques inuits pour le petit déjeuner.

Combien ça coûterait pour le gouvernement du Québec?

Nous estimons aujourd'hui qu'à l'atteinte de l'objectif de la phase 1 en 2030, une **aide financière annuelle du gouvernement du Québec de 96,6 millions de dollars⁸** serait nécessaire pour fournir un petit déjeuner, dîner et collation aux élèves des écoles défavorisées. Cet objectif pourrait être réalisé grâce à une **bonification annuelle de 16,2 millions de dollars** des investissements en alimentation scolaire à partir de 2027.

Année scolaire	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Maintien de l'aide financière annuelle du MEQ	48,0	48,0	64,2	80,4
Aide financière additionnelle demandée annuellement (en millions de dollars)	0	16,2	16,2	16,2
Total annuel	48,0	64,2	80,4	96,6

⁸ Le calcul détaillé de l'estimation des coûts annuels pour la phase 1 proposée pourra être fourni lors d'une demande de rencontre dans la période de consultation prébudgétaire.

Nous recommandons également de déployer un mécanisme d'indexation des investissements en alimentation scolaire pour maintenir dans le temps leur impact sur la sécurité alimentaire et la santé des élèves québécois;

Il est à noter que ces montants excluent les autres sources de revenus servant à couvrir les frais des programmes, tels qu'une contribution parentale (à la hauteur de leur moyen ou volontaire), une aide financière du gouvernement fédéral (anticipé) et des bailleurs de fonds privés. Nous excluons aussi la mesure budgétaire 15012 *Aide alimentaire* allouée par le MEQ, car les écoles ont le choix de la dépenser ou non et les sommes peuvent servir pour plusieurs formes de soutien alimentaire qui sont difficiles à répertorier et à évaluer par les collectes de données mises en place présentement par le gouvernement.

Pour pallier ce manque de visibilité et pour pouvoir permettre aux sommes de la mesure 15012 de mettre l'épaule à la roue pour atteindre ce résultat, nous recommandons de **déployer un mécanisme permettant de réinvestir les sommes non dépensées de la mesure 15012** auprès des organismes opérateurs de programmes d'alimentation scolaire.

2. Mettre en place un plan d'action interministériel pour assurer la clarté, la cohérence, la pérennité et le développement de l'éducation alimentaire dans les écoles du Québec (volet Éduquer).

Le gouvernement du Québec soutient les élèves de diverses façons depuis de nombreuses années. Les investissements en prévention pour la santé, dont l'éducation alimentaire pour favoriser de saines habitudes des élèves, en font partie. Dans le contexte actuel où les enfants et les jeunes sont de plus en plus exposés à des environnements alimentaires malsains⁹, à des publicités sur la malbouffe, à de l'insécurité alimentaire grandissante parmi les familles et à une diminution de la littératie alimentaire¹⁰, il est essentiel de leur fournir une éducation alimentaire de qualité qui contribuera à développer de saines habitudes alimentaires afin d'avoir un impact durable au-delà de l'école et tout au long de leur vie.

Ces mesures budgétaires peuvent servir à diverses dépenses telles que des aliments, des activités, des sorties, des ateliers et du matériel offerts par quelqu'un à l'externe ou par une ressource humaine de l'équipe-école. Bien que ces diverses mesures existent, les modes d'utilisation ne sont pas toujours clairs pour les

⁹ [Portrait: un marketing insidieux et omniprésent, Collectif Vital](#)

¹⁰ [Trio-recommandations-compétences-alimentaires-culinaires-ecole, Collectif Vital, 2013](#)

écoles et cela peut vite devenir un casse-tête de trouver les bonnes combinaisons afin de soutenir correctement la littératie alimentaire des jeunes parmi tous les autres rôles et modes de soutien que l'école peut avoir.

La littératie alimentaire dans les programmes d'alimentation scolaire

Les initiatives en éducation qui soutiennent la littératie alimentaire aident les enfants et les jeunes à acquérir des compétences importantes pour la vie et à comprendre le rôle que joue l'alimentation dans leur quotidien et leur communauté.

L'ajout d'activités d'[éducation alimentaire](#) aux programmes d'alimentation scolaire peut contribuer à impliquer les élèves et à les enthousiasmer. Lorsque les élèves cultivent, cuisinent ou servent des aliments, ils acquièrent des compétences précieuses et sont plus enclins à essayer de nouveaux aliments. Ces activités peuvent également :

- Créer des **expériences positives** grâce à des activités adaptées à l'âge des enfants;
- Partager des repas et **créer des liens au sein de la communauté scolaire;**
- Soutenir les **systèmes alimentaires autochtones;**
- Enseigner l'importance de **l'alimentation au cœur des cultures** dans le monde;
- Favoriser l'apprentissage de **l'amélioration des systèmes alimentaires** pour les individus, la planète et l'économie;
- **Développement des liens** avec les **fermes locales**, les fournisseurs alimentaires et les autres initiatives communautaires en matière d'alimentation;
- **Célébrer la nourriture et des traditions alimentaires;**
- **Développer des compétences pratiques** pour cultiver, récolter, budgétiser, choisir, préparer, cuisiner et manger des aliments nutritifs.
- Participer à la conception, la planification, la préparation et le service des **repas scolaires.**
- **Réduire les déchets** alimentaires et enseigner le compostage.

Dans toute la province, nous avons répertorié au moins 800 programmes d'éducation visant la littératie alimentaire qui ont été offerts dans plus de 700 écoles distinctes en 2024-2025.

Au Québec, nous avons la chance de compter sur une plateforme unique permettant de répertorier, promouvoir et rendre accessibles les ressources disponibles pour les intervenants jeunesse: [La marmite éducative](#). Cette plateforme web, à la fois conviviale et facile d'utilisation, centralise et fédère l'ensemble de l'écosystème de la littératie alimentaire au Québec. Les milieux scolaires au Québec ne peuvent se priver du développement de cet outil pour renforcer, enrichir et amplifier les actions des organismes en facilitant l'accès aux formations pour les intervenants scolaires et les équipes éducatives. Le déploiement continu de La marmite éducative est essentiel et constitue une composante-clé sur laquelle s'appuyer pour informer un plan d'action interministériel sur l'éducation alimentaire. **Nous recommandons donc de soutenir financièrement l'amplification et le développement de La marmite éducative, plateforme concertée en éducation alimentaire, sur une période de trois ans d'ici 2029.**

Dans cette optique, une demande de financement détaillée a été soumise au ministère de la Santé et des Services sociaux en janvier 2026 par l'organisation Équiterre pour un montant de 885 000 \$ sur 3 ans dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention en santé. Nous soutenons cette demande et celle-ci pourra être présentée sur demande lors d'une rencontre dans le cadre des consultations prébudgétaires.

Qu'est-ce qui est offert aux élèves?

Il existe plusieurs programmes d'éducation alimentaire offerts par des organisations à but non lucratif avec différents modèles et diverses thématiques allant de l'agroalimentaire, aux ateliers culinaires, aux jardins éducatifs et plus. Certaines organisations forment du personnel de l'école leur permettant d'animer les activités et ateliers, d'autres ont des ressources spécialisées pour venir offrir le programme dans l'école et dans la plupart des cas, du matériel éducatif est offert à l'école. Les élèves peuvent avoir accès aux programmes parfois en salle de classe, au service de garde ou au parascolaire.

En prévision de la sortie de la nouvelle politique-cadre en alimentation scolaire (qui remplacera *Pour un virage santé à l'école*), la capacité de coordonner les diverses mesures et intervention devient également cruciale pour planifier la nécessaire croissance du soutien financier de la part des différents paliers de gouvernements qui permettront à ces programmes de continuer à se déployer dans un nombre croissant d'écoles.

Grâce au travail des organisations pour l'optimisation des fonds et développer des modèles créatifs, flexibles et adaptés aux différents milieux, les programmes existants ont la capacité de se déployer dans plus d'écoles. Plusieurs organisations ont une portée nationale, c'est-à-dire qu'elles ont la capacité de se déployer et d'offrir leurs programmes dans toutes les régions du Québec. **Les organismes nationaux qui répondent aux conditions de succès et d'efficacité reconnues dans les écoles, dont les Ateliers 5 Épices, la Tablee des Chefs et le Croquarium,** représentent des opportunités complémentaires sur lesquelles miser pour maximiser l'impact de l'alimentation scolaire dans les écoles du Québec. Alors que ces acteurs sont mobilisés et en attente de prévisibilité, nous avons l'opportunité de **poser les jalons d'un déploiement des programmes d'éducation alimentaire en vue de rejoindre un minimum de 70% des écoles publiques du Québec.**

Quelles écoles seraient incluses dans cet objectif ?

Cette planification pourrait viser l'atteinte 70% des écoles primaires et 100% des écoles secondaires formées ou desservies par les organisations. Le déploiement de ces programmes se ferait sur une base volontaire et de capacité des écoles, certaines choisissent d'assurer l'accès à l'éducation alimentaire pour une partie ou pour la majorité des élèves.

3. Favoriser la création d'environnements de repas positifs et agréables, propice aux apprentissages, pour tous les enfants inscrits au service de garde ainsi qu'à la surveillance du midi dans les écoles publiques.

Pour être efficace et atteindre ses objectifs, un programme de saine alimentation scolaire doit offrir un encadrement éducatif de qualité ainsi qu'un environnement convivial lors des repas et des collations pour tous les enfants¹¹. L'accès à des aliments sains et durables, bien qu'indispensable, ne suffit pas à garantir le développement de saines habitudes alimentaires ni l'engagement de l'enfant envers le programme. **La clé réside notamment dans la formation du personnel encadrant les repas, afin que les messages transmis et les comportements encouragés contribuent à l'autonomie de l'enfant.** Cela lui permettra de mieux reconnaître ses signaux de faim et de développer une relation positive avec la nourriture, deux éléments fondamentaux de la littératie alimentaire.

¹¹ [À l'heure du dîner : j'apprends encore!](#)

Dans cette optique, nous célébrons les assouplissements récents à l'utilisation de la mesure 15012 permettant également de soutenir les ressources humaines en appui aux programmes d'alimentation scolaire et encourageons le gouvernement à poursuivre dans cette voie en **accroissant cette flexibilité pour le soutien et la formation de la main-d'œuvre locale en alimentation scolaire.**

Nous recommandons également de **favoriser la diffusion et l'adoption de [l'outil et du modèle de résolution](#)** développé conjointement par le Collectif Vital et l'Association québécoise de la garde scolaire pour mobiliser les milieux scolaires dans la mise en oeuvre d'une aide alimentaire au service de la réussite éducative, s'inscrivant dans la mesure 15012.

Enfin, pour guider l'ensemble des actions, nous recommandons de procéder au lancement, à la mise en oeuvre et à l'évaluation de **la Politique-cadre mise à jour** pour une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif dans les écoles du Québec dans les meilleurs délais.

4. Mettre en place une structure de rencontres trimestrielles pour assurer la collaboration entre les ministères impliqués en alimentation scolaire et le comité (PASUQ)

Le développement d'une vision gouvernementale à long-terme de l'alimentation scolaire au Québec est nécessaire pour répondre aux besoins des élèves tout en maximisant l'impact des programmes sur leur santé, leurs communautés et leur planète. Pour ce faire, **nous recommandons au gouvernement d'utiliser l'expertise, la force collective et la capacité de mobilisation du comité PASUQ** porté par le Collectif québécois pour une saine alimentation scolaire afin d'assurer la co-construction d'un programme d'alimentation scolaire universel au Québec dont la vision est partagée par les opérateurs et les acteurs de la société civile. La mise en place de telles rencontres permettrait également **d'assurer l'uniformisation des mécanismes de reddition de compte de l'aide alimentaire dans les écoles** visant les opérateurs du secteur communautaire et le déploiement de la mesure 15012 et d'instaurer un cadre d'évaluation axé sur les conditions gagnantes et les indicateurs de succès bien connus de l'écosystème oeuvrant sur terrain.

De telles rencontres pourraient inclure des ministères déjà impliqués en alimentation scolaire tels que: MEQ, MAPAQ, MSSS, MEIE, MTESS, et MFA et le MELCCFP. Ces ministères ont tous une politique ou octroient des fonds qui touchent à l'alimentation des enfants d'âge préscolaire ou scolaire, ou bien

contribuent au financement des organisations en alimentation scolaire et en littératie alimentaire.

5. Inscrire l'alimentation saine et durable ainsi que l'éducation alimentaire dans le prochain plan stratégique du MEQ de 2027-2031 en incluant des mesures de performance en saine alimentation et en approvisionnement durable et régional.

Le plan stratégique du Ministère de l'Éducation est un « guide destiné à orienter les initiatives et les actions du ministère et du réseau, il permet également de centrer le propos autour des enjeux fondamentaux de l'éducation, dont, évidemment, le taux de diplomation et la réussite des élèves. »¹²

Les recherches le démontrent¹³ qu'une saine alimentation favorise non seulement la santé, mais aussi la réussite et le bien-être des élèves, et a donc un impact positif sur le taux de diplomation. La saine alimentation permet aussi au jeune d'avoir une base solide qui lui permettra alors de tirer pleinement avantage du soutien de l'école, des services offerts aux élèves, comme l'aide aux devoirs, des activités de sports et de loisirs et bien plus. Si un élève n'est pas nourri suffisamment ou adéquatement, les services offerts pour le soutenir dans son apprentissage ne seront pas aussi efficaces.

Les activités et ateliers d'éducation alimentaire effectués à l'école ou en périphérie favorisent l'adoption de saines habitudes alimentaires de façon durable, puisqu'elles se développent aussi à la maison et jusqu'à l'âge adulte. En effet, un sondage auprès des élèves ayant participé au programme *L'agroalimentaire s'invite à l'école* d'AgrÉcoles indique que 94 % d'entre eux ont répondu qu'ils voulaient cuisiner à la maison suite à leur participation¹⁴.

Selon le personnel technicien ayant répondu à un sondage en 2022 conduit par l'Association québécoise de la garde scolaire¹⁵, une forte majorité de directions d'école et de personnel éducateur appuie les initiatives de promotion de la saine alimentation. Pourtant, ces initiatives ne sont encore incluses dans le projet éducatif des écoles ou dans des comités de saines habitudes de vie que dans une minorité des milieux scolaires. Pour garantir et avoir plus d'impact sur la réussite grâce aux différents services de soutien dans le milieu scolaire, les centres de

¹² [Plan stratégique 2023-2027 du ministère de l'Éducation, 2023](#)

¹³ [Déclaration: La nutrition à l'école: les faits, Fondation des maladies du coeur et de l'abc, 2013](#)

¹⁴ [Agriculture à l'école - Québec octroie 1,5 M\\$ pour initier plus d'élèves à l'agriculture, Cision, 2024](#)

¹⁵ [Rapport sur la promotion de la saine alimentation en garde scolaire: défis à soulever et occasions à saisir! Résultats de sondages, principaux constats et pistes de solution, Février 2022](#)

services scolaires, commissions scolaires et les écoles doivent être encadrés par le plan stratégique du ministère de l'Éducation pour soutenir l'alimentation saine et durable dans un contexte de repas bienveillant et éducatif et la littératie alimentaire des jeunes.

Par ailleurs, un programme d'alimentation scolaire constitue un effet de levier d'importance pour l'économie locale, la vitalité des systèmes alimentaires territoriaux et l'éducation alimentaire des enfants sur ces sujets. L'accès universel du programme d'alimentation scolaire créera progressivement un volume d'approvisionnement significatif pour les secteurs de la production agricole et de la transformation alimentaire et aura un impact sur l'économie régionale. Il constitue autant d'opportunités d'apprentissages sur l'alimentation de proximité. Nous voulons faire ici écho aux recommandations du Forum sur les systèmes alimentaires territoriaux (SAT) **d'élargir les services offerts par la Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois (SNAAQ) aux entreprises et organisations locales et régionales qui desservent les services alimentaires scolaires** telles que les traiteurs locaux, incluant de nombreuses organisations d'économie sociale, et les cuisines collectives et d'accélérer la participation des établissements de proximité, comme les écoles, à la Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois (SNAAQ). Pour ce faire, nous considérons que le MEQ a le potentiel d'appuyer fortement cette approche en incluant des mesures de performance en approvisionnement durable et régionale dans son prochain plan stratégique.

Conclusion

Les données présentées dans ce mémoire mettent en évidence une réalité à la fois préoccupante et porteuse d'espoir. D'un côté, l'insécurité alimentaire touche encore une proportion importante des enfants au Québec et continue d'affecter leur santé, leur bien-être et leur réussite éducative. De l'autre, jamais l'alimentation scolaire n'a bénéficié d'un contexte aussi favorable à son développement structurant. Les connaissances sont solides, l'adhésion de la population est manifeste, les acteurs de terrain sont mobilisés et expérimentés, et les gouvernements ont amorcé des investissements significatifs qui témoignent d'une volonté réelle d'agir.

Les recommandations formulées dans ce mémoire proposent une mise à l'échelle cohérente et coordonnée de ce qui fonctionne déjà, afin que cela fonctionne pour tous. Les programmes d'alimentation scolaire et d'éducation alimentaire sont en place dans des centaines d'écoles, portés par des organisations qui ont démontré leur capacité d'adaptation, d'innovation et d'optimisation des ressources. Les mécanismes de concertation existent, notamment à travers le PASUQ, et offrent

une base crédible pour une co-construction durable entre l'État et la société civile. De plus, les récentes bonifications budgétaires, tant provinciales que fédérales, créent une fenêtre d'opportunité unique pour structurer une première phase ambitieuse vers un programme universel d'alimentation scolaire.

Atteindre l'objectif d'un accès équitable à des repas nutritifs, sains et durables pour les élèves des écoles les plus défavorisées d'ici 2030 apparaît ainsi non seulement souhaitable, mais réalisable. Les scénarios financiers présentés démontrent qu'un investissement progressif et prévisible permettrait de répondre aux besoins prioritaires sans bouleversement majeur des cadres existants. De la même manière, le développement d'un plan d'action interministériel en éducation alimentaire, appuyé sur des outils déjà reconnus et des organisations aguerries, permettrait de renforcer la littératie alimentaire des jeunes et d'assurer des retombées durables bien au-delà du milieu scolaire.

Enfin, l'amélioration des environnements de repas et la reconnaissance du rôle clé du personnel qui encadre les enfants rappellent que l'alimentation scolaire ne se limite pas à l'offre de nourriture, mais qu'elle constitue un puissant levier éducatif et social. En inscrivant clairement l'alimentation saine et durable ainsi que l'éducation alimentaire dans les orientations stratégiques du ministère de l'Éducation, le gouvernement du Québec se donnerait les moyens d'aligner les pratiques du réseau scolaire avec les objectifs de réussite, de santé et d'équité qu'il poursuit déjà.

En somme, il reste maintenant à poursuivre les investissements, renforcer la coordination entre les acteurs et à faire preuve de leadership politique pour transformer des initiatives éprouvées en un véritable projet de société. L'alimentation scolaire représente une occasion concrète d'agir à la fois sur la réussite éducative, la réduction des inégalités et la santé des générations futures. Les choix posés au cours des prochaines années seront déterminants pour traduire ce potentiel en résultats durables pour tous les enfants du Québec.